



# Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/21981  
7 décembre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

## RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'OPERATION DES DES NATIONS UNIES A CHYPRE

(Pour la période du 1er juin au 30 novembre 1990)

### TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION .....	1	2
I. MANDAT ET EFFECTIF DE LA FORCE .....	2 - 6	2
II. RELATIONS AVEC LES PARTIES .....	7 - 8	4
III. FONCTIONS DE LA FORCE .....	9 - 35	4
A. Maintien du cessez-le-feu et du <u>statu quo</u> .....	9 - 22	4
B. Normalisation de la situation et fonctions humanitaires .....	23 - 35	7
IV. COMITE DES PERSONNES DISPARUES .....	36	9
V. ASPECTS FINANCIERS .....	37 - 39	10
VI. BONS OFFICES DU SECRETAIRE GENERAL .....	40	11
VII. OBSERVATIONS .....	41 - 47	11

Carte - Déploiement de la Force au mois de novembre 1990

## INTRODUCTION

1. Le présent rapport sur l'opération de Nations Unies à Chypre rend compte de la situation entre le 1er juin et le 30 novembre 1990, et constitue une mise à jour des renseignements donnés sur l'action menée par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et la mission de bons offices du Secrétaire général, conformément au mandat que le Conseil de sécurité a défini dans sa résolution 186 (1964) du 4 mars 1964 et à ses résolutions ultérieures relatives à Chypre. Dans sa résolution 657 (1990) du 15 juin 1990, le Conseil de sécurité a demandé à toutes les parties intéressées de continuer à coopérer avec la Force sur la base de son mandat actuel. Il a aussi prié le Secrétaire général de poursuivre sa mission de bons offices, de le tenir informé des progrès réalisés et de lui présenter un rapport sur l'application de la résolution le 30 novembre 1990 au plus tard.

### I. MANDAT ET EFFECTIF DE LA FORCE

2. La fonction de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a été initialement définie comme suit par le Conseil de sécurité, dans sa résolution 186 (1964) :

"Dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, ... faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, ... contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public, ainsi qu'au retour à une situation normale."

Ce mandat, qui a été conçu dans le contexte de l'affrontement entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque en 1964, a été réaffirmé à maintes reprises par le Conseil, dernièrement dans sa résolution 657 (1990). A l'occasion des événements qui se sont produits depuis le 15 juillet 1974, le Conseil a adopté plusieurs résolutions, dont certaines ont porté sur le fonctionnement de la Force et, dans divers cas, ont confié à celle-ci des attributions nouvelles ou ont modifié certaines de ses fonctions, en ce qui concerne notamment le maintien du cessez-le-feu (voir S/14275, par. 7, et note 37).

3. Le tableau ci-après indique l'effectif de la Force au 30 novembre 1990 :

Forces militaires

Autriche	QG de la Force	12	
	Bataillon d'infanterie	388	
	Compagnie de la police militaire	10	410
Canada	QG de la Force	7	
	QG du contingent canadien	5	
	Le 12e régiment blindé du Canada	538	
	Escadron des transmissions	14	
	Compagnie de la police militaire	11	575
Danemark	QG de la Force	5	
	Bataillon d'infanterie, DANCON 52	323	
	Compagnie de la police militaire	13	341
Finlande	QG de la Force	4	
	Compagnie de la police militaire	3	7
Irlande	QG de la Force	6	
	Compagnie de la police militaire	2	8
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	QG de la Force	19	
	QG du contingent britannique	6	
	Escadron blindé de reconnaissance, escadron C, du 13e bataillon du 18e régiment de hussards	107	
	22e régiment d'artillerie de campagne de la Royal Artillery	320	
	QG du régiment d'appui de la Force (détachement du génie, escadron des transmissions, escadrille d'aviation légère de l'armée de terre, escadron des transports, centre médical, détachement du matériel, ateliers)	284	
	Compagnie de la police militaire	9	745
Suède	QG de la Force	4	
	Compagnie de la police militaire	3	
	QG de la police civile suédoise (SWEDCIVPOL)	1	8
Total			2 094

Police civile

Australie	20	
Suède	18	38
Effectif total de la Force		2 123

4. En novembre 1990, j'ai décidé d'envoyer à Chypre une équipe du Secrétariat pour étudier l'organisation et les opérations de la Force, en étroite coopération avec mon représentant spécial et le commandant de la Force. Cette équipe était notamment chargée d'établir si les fonctions confiées à la Force par le Conseil de sécurité dans la résolution 164 (1964) et dans les résolutions adoptées par la suite restaient valables, d'étudier les modifications qui pourraient être apportées aux modalités de fonctionnement de la Force, par exemple l'utilisation d'observateurs militaires, et d'envisager la possibilité de réduire les effectifs de la Force et de faire d'autres économies. L'équipe a séjourné à Chypre du 11 au 21 novembre 1990. Son rapport va être publié sous la cote S/21982 et sera distribué aux membres du Conseil de sécurité pour information.

5. Six membres de la Force ont trouvé la mort, dont cinq à la suite d'accidents de la circulation. Le nombre des décès survenus depuis la création de la Force en 1964 s'établit donc à 158.

6. M. Oscar Camilión est resté mon représentant spécial à Chypre. La Force est demeurée sous le commandement du général Clive Milner.

## II. RELATIONS AVEC LES PARTIES

7. La Force a continué de maintenir une bonne liaison et une pleine coopération avec les deux parties afin de s'acquitter efficacement de sa tâche. Les membres de la Force ont pu circuler librement dans le sud de l'île, sauf dans les zones où se trouvent des installations militaires dont l'accès est réglementé. Pour ce qui est du nord de l'île, les directives définies en 1983 (voir S/15812, par. 14) ont continué à être appliquées. Malgré les efforts considérables qu'elle a déployés auprès de tous les intéressés, la Force n'a pas pu améliorer sa liberté de mouvement dans la partie nord de l'île.

8. Au cours de la période considérée, les véhicules de la Force ont, à plusieurs reprises, été retardés à l'entrée de la zone tampon des Nations Unies. Des troupes des deux parties ont perturbé les patrouilles de la Force dans les secteurs de la zone tampon où celle-ci n'opère pas fréquemment. Par exemple, le 14 juin, deux soldats de la Force qui effectuaient une enquête de routine ont été retenus par les forces turques. Le 19 octobre 1990, la garde nationale a stoppé dans la zone tampon une patrouille des Nations Unies qui enquêtait sur une violation du cessez-le-feu. Les relations avec les deux parties ont été mises à rude épreuve par suite de ces incidents, au sujet desquels la Force a élevé des protestations et réaffirmé son droit d'accéder à tous les secteurs de la zone tampon et d'y mener ses activités.

## III. FONCTIONS DE LA FORCE

### A. Maintien du cessez-le-feu et du statu quo

9. Les lignes du cessez-le-feu s'étendent sur quelque 180 kilomètres depuis l'enclave de Kokkina et Kato Pyrgos, sur le côté nord-ouest, jusqu'à la côte est au sud de Famagouste, dans la région de Dherinia. La zone comprise entre ces lignes,

dénommée zone tampon des Nations Unies, occupe 3 % environ de la superficie de l'île, dont une partie des meilleures terres cultivables; sa largeur varie de 20 mètres à 7 kilomètres.

10. La Force a constamment surveillé la zone tampon grâce à un réseau de 148 postes d'observation dont 52 occupés en permanence, ainsi que grâce à des patrouilles régulières et des patrouilles spéciales, notamment dans les secteurs névralgiques. Des jumelles à fort grossissement et du matériel d'observation nocturne ont été utilisés pour surveiller en permanence les lignes du cessez-le-feu.

11. Progressivement, les chemins de patrouille de la Force ont été transformés en un réseau couvrant toute la longueur de la zone tampon. Ce réseau est indispensable pour que la Force puisse surveiller les lignes du cessez-le-feu, superviser des activités agricoles dans la zone, réapprovisionner les postes d'observation et réagir promptement en cas d'incident. Il est maintenu en état par des unités du génie de l'armée britannique, mais aux prix d'efforts considérables et d'énormes difficultés.

12. Au cours de la période considérée, la Force a entrepris un travail de déminage qui portera sur diverses portions de la zone tampon où les membres de la Force aussi bien que les civils sont en danger. Les spécialistes du génie canadiens ont achevé l'opération de reconnaissance détaillée de tous les champs de mines connus et ils doivent présenter sous peu leur rapport.

13. Pendant cette période, le nombre de violations du cessez-le-feu a légèrement augmenté. L'accord de 1989 concernant l'évacuation de certaines positions à Nicosie a continué d'être appliqué. Toutefois, dans certains endroits à Nicosie et dans ses banlieues, les troupes des deux parties restent dangereusement proches les unes des autres, ce qui est très préoccupant. La Force continue donc à chercher à étendre cet accord à d'autres positions à Nicosie et dans ses alentours, encore qu'elle ait actuellement des difficultés à y parvenir.

14. Il y a eu 23 survols de la zone tampon par des avions des forces turques et 12 par des avions de la garde nationale. Il y a eu en outre 11 survols par des avions civils venant du nord et 16 par des avions civils venant du sud. Neuf autres survols étaient le fait d'avions civils ou militaires d'autres pays.

15. Comme indiqué dans mon précédent rapport (S/21340, par. 14), la tension dans l'île a monté après l'arrestation par la police chypriote turque, en février 1990, de cinq jeunes Chypriotes grecs qui avaient traversé les lignes du cessez-le-feu (les deux jeunes gens qui étaient encore détenus ont été libérés au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport). A la suite de ces incidents, la partie chypriote grecque a fermé le point de passage du Ledra Palace aux touristes et la partie chypriote turque a suspendu toutes les réunions entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs au Ledra Palace, ce qui a encore plus entravé les contacts, déjà très limités, entre les deux parties.

16. Le programme de construction entrepris par la garde nationale pour améliorer ses positions défensives tout le long de la ligne du cessez-le-feu a été un sujet de contestation et a accru la tension pendant toute la période considérée. Les

forces turques ont fait représentations énergiques à la Force et exigé qu'il soit mis fin aux travaux. Elles estimaient qu'un grand nombre de ces positions étaient nouvelles, constituaient une provocation et que leur construction modifiait le statu quo. La Force a, pour sa part, exprimé des réserves au sujet de certains des travaux de construction et s'est plainte de la mauvaise volonté mise par la garde nationale à débattre de la question ou à informer la Force à l'avance des travaux qui allaient être entrepris. Ce programme se poursuit et la garde nationale continue d'affirmer que tous les travaux sont effectués dans le secteur qu'elle contrôle et ne portent nullement atteinte au statu quo.

17. Le 19 juillet 1990, le Gouvernement turc a transféré aux forces de sécurité chypriotes turques la responsabilité d'assurer la sécurité dans la zone clôturée de Varosha. Ce changement a intensifié la tension politique. Il est opportun à cet égard de rappeler le rapport que j'ai présenté au Conseil de sécurité le 29 mai 1987, dans lequel je déclarais que "j'ai rappelé à plusieurs reprises aux autorités turques et chypriotes turques que l'Organisation des Nations Unies considère le Gouvernement turc responsable du maintien du statu quo dans la zone clôturée de Varosha" (S/18880, par. 28). Telle reste la position de la Force.

18. Près de Kokkina et de Famagouste, il a continué à y avoir des violations dans la zone de sécurité maritime, établie par la Force au large de la zone tampon pour des raisons de sécurité (S/17657, par. 19). Le 19 juin 1990, les forces turques ont tiré des coups de semonce contre des bateaux de pêche chypriotes grecs à proximité de Kokkina. La Force continue de signaler aux autorités intéressées chaque violation commise dans la zone et avertit les deux parties des dangers auxquels elles s'exposent et de la nécessité de faire preuve de modération.

19. Au cours de la période considérée, un certain nombre de manifestations et de rallies ont eu lieu dans le secteur chypriote grec, la majorité d'entre eux à Nicosie. La plupart se sont déroulés de façon pacifique et dans l'ordre et ont été bien contrôlés par la police chypriote (CYPOL), qui a continué de faire le nécessaire pour empêcher que les manifestants ne pénètrent dans la zone tampon. De ce fait, il n'y a eu que très peu de heurts avec la Force.

20. Le 24 septembre 1990, comme les forces turques continuaient d'emprunter un chemin dans la zone tampon au nord de Selemani, la Force a mis en place une patrouille régulière dans ce secteur. Les forces turques ont riposté en enlevant des balises et des panneaux des Nations Unies, qu'elles ont remplacés par les leurs, et en postant des sentinelles sur le chemin. La garde nationale a élevé une protestation énergique contre cette incursion dans la zone tampon. A la suite de négociations avec les deux parties, la Force a rétabli le statu quo et maintient actuellement une patrouille régulière dans ce secteur.

21. Chacune des deux parties m'a une fois de plus fait part de son inquiétude au sujet de l'effectif des forces militaires de l'autre partie. A cet égard, je tiens à rappeler mes rapports du 2 décembre 1986 (S/18491, par. 22) et du 29 mai 1987 (S/18880, par. 21 à 23). J) reste très préoccupé par l'effectif des forces militaires des deux parties et par leur renforcement. Cette situation exacerbe les tensions et accroît les risques d'incidents graves.

22. Le Gouvernement de Chypre s'est plaint une fois de plus à l'ONU de la destruction du patrimoine culturel chypriote qui se serait produite dans la partie nord de l'île : profanation de l'église d'Ayios Philon à Rizokarpaso, de l'église Sainte-Thérèse près de Yialousa, de l'église Sainte-Irène à Ayia Eirini, de l'église Sainte-Barbara à Vatyli et de l'église du village de Davlos, pillage des églises Saint-Michel et Saint-Georges à Patriki, démolition de l'église de Panayia Avghasida près du village d'Aloa, et graves dommages au pavage de mosaïque de la basilique de Soli. Sur mes instructions, la Force a abordé ces questions avec les autorités chypriotes turques.

#### B. Normalisation de la situation et fonctions humanitaires

23. Dans le cadre des efforts qu'elle fait pour rétablir une situation normale, la Force a continué de faciliter l'activité économique et les autres activités civiles dans les zones situées entre les lignes du cessez-le-feu et les zones adjacentes. En particulier, elle a continué d'encourager l'agriculture et l'apiculture dans la zone tampon. Dans cette zone, au nord du village de Mammari, les forces turques ont tenté d'empêcher des Chypriotes grecs d'exploiter des terres situées au nord de la rivière Ovgos, violant ainsi un accord conclu par les forces turques et la Force en octobre 1988, en vertu duquel les activités agricoles sont autorisées dans la zone, jusqu'à 400 mètres des lignes du cessez-le-feu des forces turques. La Force continue d'appliquer les dispositions de l'accord.

24. La Force a continué d'aider les deux communautés pour les questions concernant l'approvisionnement en électricité et en eau d'une partie de l'île par l'autre partie. Après un hiver très sec, l'été a été marqué par de graves pénuries d'eau. L'eau a été rationnée pendant de très longues périodes à Nicosie et la Force s'est ingéniée à assurer le contact entre les deux parties et à entretenir la confiance réciproque. Pour l'avenir, le fait le plus inquiétant est que l'on pense que de l'eau de mer pénètre dans la nappe aquifère de Morphou, au nord-ouest de l'île, par plusieurs trous de sonde. La nappe fournit l'eau pour les quartiers nord et sud de Nicosie. Toutefois, à ce jour, la Force n'a pu y accéder afin de mener une enquête indépendante.

25. Pendant cette période, les autorités chypriotes turques ont commencé à préparer un site en vue de construire un barrage au nord de la zone tampon sur la rivière Xeros, qui a sa source du côté chypriote grec. L'eau devrait servir à l'irrigation de la zone de Lefka et tout surplus serait détourné vers Morphou pour reconstituer la nappe aquifère. Les autorités chypriotes grecques ont indiqué qu'elles avaient procédé à une étude de faisabilité concernant la construction d'un barrage en amont, au sud de la zone tampon. Si ces projets étaient menés à bien sous leur forme actuelle, ils risqueraient de provoquer de graves problèmes entre les deux parties.

26. Le programme de lutte contre les moustiques mis en place en 1990 dans la zone tampon a continué sous la supervision de la Force. Le programme actuel devrait s'achever le 20 décembre 1990.

27. On compte actuellement 597 Chypriotes grecs dans la partie nord de l'île, dont 593 vivent dans la péninsule de Carpas et les quatre autres à Kyrenia. La Force a continué de remplir des fonctions humanitaires pour ces Chypriotes grecs; elle a

livré 403 tonnes de vivres et d'autres fournitures envoyées par le Gouvernement chypriote et la Croix-Rouge chypriote. Elle a aussi poursuivi, en application des arrangements convenus, la distribution du courrier et des messages de la Croix-Rouge de part et d'autre des lignes du cessez-le-feu et remis à des Chypriotes grecs vivant dans la partie nord leurs prestations sociales et leurs pensions. Des membres de la Force ont continué à s'entretenir, en privé, avec des Chypriotes grecs demandant à s'établir de façon définitive dans le sud de l'île, pour s'assurer qu'ils partent de leur plein gré. Trois transferts de ce genre ont eu lieu durant la période considérée. La Force a facilité également 571 visites de Chypriotes grecs se rendant dans le sud de l'île. L'école primaire chypriote grecque de Rizokarpaso compte maintenant 28 élèves et celle d'Ayia Trias 10. Au mois d'août, 15 écoliers chypriotes grecs, qui passaient leurs vacances scolaires avec leurs parents dans le Carpas, ont été contraints par la police chypriote turque de partir pour le sud. Cela était contraire à la pratique qui veut que les écoliers soient autorisés pendant les vacances d'été à passer jusqu'à 30 jours avec leurs parents dans la péninsule. Après une semaine de négociations entre la Force et les autorités chypriotes turques, les enfants ont pu retourner dans leur famille.

28. A la suite de l'accord de Vienne III concernant l'appui apporté par la Force à la population chypriote grecque vivant dans la partie nord de l'île, le poste de liaison de Leonarisso a été réouvert en mai 1990; on y affecte des hommes de la police civile suédoise et du contingent autrichien. Les autorités chypriotes turques ont toutefois objecté à la présence de policiers suédois dans le Carpas et déclaré qu'ils ne pouvaient accompagner les convois d'approvisionnement vers la région. En octobre 1990, la police chypriote turque a arrêté un membre du contingent autrichien qui avait quitté le poste de liaison parce qu'une Chypriote grecque vivant dans le Carpas s'était plainte que plusieurs policiers chypriotes turcs avaient perquisitionné à domicile. La Force poursuit ses efforts pour s'acquitter de ses responsabilités dans la région.

29. Des membres de la Force ont continué à rendre périodiquement visite aux Chypriotes turcs vivant dans le sud de l'île. Ils les ont aidés également à rester en contact avec leurs parents vivant dans le nord et ont organisé à l'Hôtel Ledra Palace 20 réunions familiales intéressant 130 personnes. Les membres de la Force se déplacent librement à l'occasion de ces visites dans la partie sud de l'île, sauf dans la région de Limassol où la police chypriote exige d'accompagner toutes les patrouilles de la Force. La Force a continué à remettre leurs pensions aux Chypriotes turcs précédemment employés par le Gouvernement chypriote et installés dans le nord.

30. Actuellement, 261 maronites vivent dans le nord de l'île. La Force a continué à les aider en organisant des contacts fréquents entre maronites résidant de part et d'autre des lignes du cessez-le-feu. Elle leur a également livré 126 tonnes de vivres et d'autres fournitures envoyées par le Gouvernement chypriote.

31. La Force a continué à fournir aux civils des deux communautés des services médicaux d'urgence, dont des services d'évacuation médicale. Elle a escorté des Chypriotes turcs vers des hôpitaux du sud de l'île et a régulièrement livré des médicaments à la communauté chypriote turque.



32. La Force a poursuivi ses efforts pour faciliter les relations dans le village mixte de Pyla, situé dans la zone tampon. Le point de contrôle de la police chypriote grecque à l'extérieur de la zone tampon a gravement perturbé la vie économique du village et suscité le mécontentement de la population. En outre, les autorités chypriotes grecques ont procédé à des attributions de terres du Gouvernement dans le village, aux fins de construction au profit exclusif de Chypriotes grecs, ce qui provoque un très vif ressentiment parmi les Chypriotes turcs. La Force continue à suivre la question et s'efforce d'y apporter une solution acceptable.

33. L'exécution du plan visant à rénover le bastion Roccas et la porte Paphos dans les remparts de la ville vénétienne à Nicosie, qui sont deux points particulièrement sensibles, a commencé le 20 août 1990. Des ouvriers chypriotes grecs ont nettoyé une moitié du bastion Roccas et des ouvriers chypriotes turcs ont achevé le travail en nettoyant l'autre moitié. La coopération entre les autorités des deux parties et la Force a été exemplaire en cette occasion. La bonne volonté manifestée par les ouvriers pour exécuter ensemble ce travail a été particulièrement remarquable et montre ce que l'on peut réaliser lorsque la volonté nécessaire est présente.

34. La police civile de la Force a continué à travailler en coopération et en liaison étroites avec la police chypriote et la police chypriote turque pour régler des questions ayant des aspects intercommunautaires. Elle a contribué, conjointement avec des unités d'infanterie de la Force, au maintien de l'ordre et a fourni son concours pour des enquêtes, le contrôle des civils dans la zone tampon et les activités humanitaires de la Force.

35. La Force a coopéré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui coordonne l'assistance humanitaire des Nations Unies aux personnes déplacées nécessiteuses de Chypre, et avec le PNUD, en particulier pour faciliter l'exécution des projets intéressant les deux communautés. Le HCR a appuyé des projets concernant le réseau d'assainissement, les soins médicaux et la réadaptation des handicapés. Le PNUD a poursuivi ses activités dans le cadre du Plan directeur de Nicosie et a poursuivi l'exécution de projets avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour la lutte contre les maladies des animaux nouveau-nés, avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour le développement de l'artisanat et avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la prévention du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) et la lutte contre cette maladie.

#### IV. COMITE DES PERSONNES DISPARUES

36. Au cours de la période considérée, le Comité des personnes disparues à Chypre a tenu cinq sessions, soit 19 réunions - 10 auxquelles ont participé les trois membres et leurs assistants et 9 auxquelles n'assistaient que les trois membres. Le Comité a continué d'examiner les rapports présentés par les deux parties et a mené des enquêtes sur place dans les affaires qui lui ont été soumises jusqu'ici. Pendant la période considérée, le Comité des personnes disparues a également examiné tous les cas concernant des personnes disparues dont il a été saisi par l'une et l'autre parties.

## V. ASPECTS FINANCIERS

37. Si le Conseil de sécurité décide de proroger de six mois, à compter du 15 décembre 1990, le mandat de la Force, le montant des dépenses à la charge de l'Organisation des Nations Unies, à supposer que les effectifs et les tâches restent les mêmes, est estimé à 15,4 millions de dollars, se répartissant comme indiqué ci-après :

### Montant estimatif des dépenses de la Force, par grande catégorie

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### I. Dépenses de fonctionnement à la charge de l'ONU

Mouvements de contingents	290
Dépenses opérationnelles	1 720
Locaux (entretien, eau, gaz et électricité, etc.)	746
Rations	965
Traitements, frais de voyage, etc. du personnel civil	3 229
Divers et imprévus	250
Total I	<u>7 200</u>

#### II. Remboursement de dépenses supplémentaires faites par les Etats qui fournissent des contingents

Soldes, indemnités et frais de transport	7 400
Matériel appartenant aux contingents	700
Indemnités en cas de décès ou d'invalidité	100
Total II	<u>8 200</u>
Total général (I et II)	<u><u>15 400</u></u>

L'augmentation prévue en ce qui concerne les dépenses à la charge de l'ONU est due essentiellement aux fluctuations escomptées en ce qui concerne les taux de change.

38. Le montant prévu ne représente pas le coût total de l'opération. Il ne comprend pas, en particulier, les dépenses ordinaires qu'engageraient les Etats qui fournissent des contingents si leur contingent servait sur leur territoire (soldes et indemnités ordinaires et dépenses normales de matériel), non plus que les dépenses supplémentaires que ces Etats ont accepté de prendre à leur charge.

39. L'Organisation dépend entièrement, pour financer les dépenses qui sont à sa charge, des contributions volontaires versées par les gouvernements. A cet égard, au 30 novembre 1990, les contributions reçues ne s'élevaient qu'à 4,1 millions de dollars, alors que les dépenses prévues pour la période qui vient à expiration sont de l'ordre de 13,8 millions de dollars. En moyenne, les contributions reçues

depuis le début de l'opération représentent approximativement 59 % des dépenses qui sont à la charge de l'ONU. De ce fait, les demandes de remboursement des pays fournisseurs de contingents n'ont été honorées que jusqu'en décembre 1980. Faute de contributions supplémentaires, le déficit cumulé du Compte spécial de la Force devrait s'établir à 171,6 millions de dollars à la fin de la période en cours.

#### VI. BONS OFFICES DU SECRETAIRE GENERAL

40. J'ai informé le Conseil de sécurité des éléments nouveaux concernant ma mission de bons offices dans mon rapport du 7 novembre 1990 (S/21932). Le 9 novembre 1990, le Président du Conseil a publié, au nom des membres du Conseil, une déclaration dans laquelle les membres du Conseil me prient notamment de rendre compte, avant le 15 février 1991, du résultat des efforts que j'aurai faits en vue de faciliter une entente sur les grandes lignes d'un accord global et de lui présenter une évaluation de la situation du moment (S/21934).

#### VII. OBSERVATIONS

41. Au cours des six derniers mois, la Force a continué de s'acquitter de ses importantes fonctions de manière exemplaire, dans des circonstances souvent difficiles.

42. Dans la situation actuelle, je suis convaincu que la présence de la Force à Chypre demeure indispensable à la réalisation des objectifs fixés par le Conseil de sécurité. Je recommande donc au Conseil de proroger le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois. Conformément à la pratique établie, j'ai engagé des consultations avec les parties concernées et j'informerai le Conseil de leurs résultats dès qu'elles se seront achevées.

43. Cela étant, je dois à nouveau souligner que la Force connaît une crise financière chronique qui ne cesse de s'aggraver et qui impose une charge tout à fait injustifiée aux pays qui fournissent des contingents. Je partage pleinement les préoccupations des gouvernements de ces pays à cet égard. Comme je l'ai suggéré à diverses occasions, le meilleur moyen pour assurer le financement de la Force dans des conditions équitables serait que la part des coûts incombant à l'ONU soit financée au moyen de contributions statutaires.

44. Comme je l'ai indiqué au paragraphe 4 ci-dessus, j'ai envoyé le 1er novembre une équipe du Secrétariat pour étudier les opérations et l'organisation de la Force. L'équipe a conclu (voir S/21982) : a) que les fonctions actuelles de la Force restent valables; b) que le maintien du statu quo et la prévention d'une reprise des combats ne sont pas automatiques et que le déploiement de la Force dans toute la zone tampon reste donc nécessaire; c) qu'il n'est pas possible de réduire davantage les effectifs des unités de combat sans compromettre l'efficacité de la Force; et d) que les mesures prises au cours des 10 dernières années pour réduire les coûts sont telles qu'il n'existe pratiquement plus de possibilités d'opérer de nouvelles réductions. L'équipe a examiné la possibilité de transformer la Force, intégralement ou en partie, en une mission d'observation, mais elle a conclu qu'étant donné la situation actuelle sur le terrain, une telle option n'était pas viable. Comme la Force et les deux parties ne sont pas d'accord sur tous les

points du tracé des lignes du cessez-le-feu consigné par la Force, et ne sont pas d'accord non plus sur l'utilisation et le contrôle de la zone tampon, la Force doit continuer à avoir une capacité de réaction aussi bien qu'une capacité de prévention. L'équipe a examiné également la possibilité de ramener de quatre à trois le nombre des bataillons d'infanterie sans diminuer les effectifs actuels des unités de combat. Elle a conclu qu'un tel changement serait possible et permettrait d'assurer un meilleur rapport numérique entre ces unités et les unités d'appui, d'où la possibilité d'une réduction globale des effectifs de 200 officiers, sous-officiers et hommes de troupe. L'équipe a souligné que l'avenir de la Force serait compromis si l'on continuait à dépendre de contributions volontaires pour financer la partie du coût de la Force qui est à la charge de l'ONU. Elle a également déclaré que la nouvelle organisation recommandée ne pourrait être mise en oeuvre que si le financement de la Force était assuré au moyen de contributions volontaires.

45. Je considère que les conclusions et recommandations de l'équipe sont bonnes et j'ai l'intention d'en examiner l'application avec les gouvernements qui fournissent des contingents à la Force.

46. Je saisis cette occasion pour exprimer ma profonde gratitude aux gouvernements des pays qui fournissent à la Force des contingents militaires et des unités de police civile pour le soutien indéfectible qu'ils apportent à cette importante opération de maintien de la paix des Nations Unies. Je tiens aussi à remercier les gouvernements qui contribuent au financement de la Force.

47. Avant de conclure, je tiens à rendre hommage à mon Représentant spécial, M. Oscar Camilión, au commandant de la Force, le général Clive Milner, et au personnel militaire et civil de la Force, qui ont continué de s'acquitter avec efficacité et dévouement de la mission importante et délicate que leur a confiée le Conseil de sécurité.

-----

قبرس • 塞浦路斯 • CYPRUS • CHYPRE • КИПР • CHIPRE

حدود مناطق العمليات  
المنطقة  
District boundary  
المنطقة  
Limite de secteur  
المنطقة  
Eggenheit  
المنطقة  
Limite de distrito

HQ SECTOR 2 (BRITCON)  
HQ Coy (1)

HQ UNFICYP  
HQ UNCIVPOL  
HQ BRITCON  
HQ CANCON  
Force Scout Car Sqn (1)  
UN HP Coy (1)  
UNFICYP Support Regt  
Engineer Det  
Signal Sqn  
Army Air Corps Flight  
Transport Sqn  
Ordnance Det  
Remo Workshop  
Medical Centre  
Canadian Logistic Coy

MEDITERRANEAN SEA

HQ SECTOR 1 (DANCON)  
HQ & SP Coy  
One Engr Sect

SECTOR 2

SECTOR 3

HQ SECTOR 4 (AUSCON)  
HQ Coy

انتشار قوة الأمم المتحدة لحفظ السلام في تشرين الثاني / نوفمبر 1990  
一九九〇年十一月联合国部队部署  
UNFICYP DEPLOYMENT AS OF NOVEMBER 1990  
DÉPLOIEMENT DE L'UNFICYP AU MOIS DE NOVEMBRE 1990  
ДИСЛОКАЦИЯ ВСОООН НА НОЯБРЬ 1990  
DESPLIEGUE DE LA UNFICYP EN NOVEMBRE DE 1990

خطوط وقف إطلاق النار  
للجيش التركي  
土耳其部队停火线

Cease Fire Lines of  
Turkish Forces

Lignes du cessez le feu  
des forces turques

Линия прекращения огня  
турецких сил

Lineas de cesacion del fuego  
de las fuerzas turcas

خطوط وقف إطلاق النار  
للحرس الوطني القبرصي  
塞浦路斯国民警卫队停火线

Cease Fire Lines of  
Cyprus National Guard

Lignes du cessez le feu  
de la garde nationale chypriote

Линия прекращения огня  
Национальной гвардии Кипра

Lineas de cesacion del fuego  
de la Guardia Nacional de Chipre

حدود مناطق قوة الأمم المتحدة  
لحفظ السلام في قبرس  
联合国部队行动分界线

UNFICYP operational  
boundaries

Limites des zones d'operations  
de la Force

Оперативные рубежи  
ВСООНК

Limites de las zonas  
de operaciones de la Fuerza